

La mort, l'émeute et la police municipale de Woippy : « circulez, y'a rien à voir » ?

« Incidents à Woippy après une marche silencieuse »

LEMONDE.FR avec AFP | 20.01.10 | 23h25 • Mis à jour le 21.01.10 | 06h59

Des incidents ont éclaté, mercredi 20 janvier dans la soirée, dans une cité de Woippy en Moselle après une manifestation en hommage à trois jeunes, dont un est mort, après qu'ils ont été éjectés d'un scooter volé lors d'une course-poursuite avec la police municipale mercredi en début de nuit.

Vers 21 heures, des gendarmes mobiles, en position devant un commissariat de cette commune de 15 000 habitants située à proximité de Metz, ont été caillassés et ont répliqué en tirant des grenades. Au moins quatre voitures et un autobus ont été incendiés, une école et des cabines téléphoniques ont été saccagées au cours de ces incidents qui se sont terminés vers 23 heures lorsque les forces de l'ordre ont dispersé avec des chiens les attroupements qui s'étaient formés dans le quartier du Roi, l'une des vingt-deux zones urbaines sensibles de la Moselle.

Cette dispersion a duré une vingtaine de minutes dans un quartier sans éclairage public et dont de nombreux habitants étaient aux fenêtres. Peu auparavant, environ deux cents personnes s'étaient recueillies en silence à l'endroit où, la nuit précédente, trois jeunes d'une vingtaine d'années, fuyant la police municipale, avaient été projetés avec une extrême violence sur la chaussée après un virage manqué.

UN JEUNE EST MORT, DEUX SONT DANS UN ÉTAT CRITIQUE

L'un d'entre eux, Malek Saouchi, 19 ans, de Woippy, est mort sur le coup, la boîte crânienne enfoncée. Les deux autres, Nabil Boufia, 19 ans, de Metz, et Joshua Koch, 20 ans, de Woippy, se trouvaient toujours dans un état critique au CHU de Nancy-Brabois, jeudi aux premières heures. Sur une banderole blanche sommairement accrochée à une clôture, on pouvait lire *"Hommage à Malek, espoir pour Joshua et Nabil"* tandis que plusieurs bouquets jonchaient le trottoir où des cierges avaient été allumés sous le grésil.

Les trois jeunes gens roulaient *"sans casque, sans papiers et à une vitesse excessive"* sur le scooter *"qui était non éclairé et qui, comme cela devait être déterminé plus tard, était signalé volé depuis décembre"*, a déclaré mercredi le procureur de Metz à des journalistes. *"Ces jeunes étaient connus des services de police"*, a-t-il précisé. *"Les policiers – qui ont été placés en garde à vue pour les nécessités de l'enquête – ont entamé le suivi du scooter qui a pris la fuite en empruntant un sens interdit, dans un secteur non couvert par une vidéosurveillance"*, a poursuivi le magistrat.

"Quelque 800 mètres après le début de ce 'suivi', les passagers du deux-roues ont perdu le contrôle de leur machine dans un virage", "ils ont percuté le trottoir" et un lampadaire, a-t-il encore précisé. "Il n'y a pas eu de choc entre le scooter et la voiture de police", a assuré le procureur, ajoutant que *"l'état des deux véhicules, qui ont été saisis pour être expertisés, semble corroborer cette version"*. *"Les policiers ont respecté les consignes qui leur avaient été données pour ce type d'intervention"*, selon François Grosdidier, député-maire (UMP) de Woippy. Pour le Syndicat national des policiers municipaux (SNPM-CFTC), les policiers *"ont agi avec un professionnalisme et un sang-froid exemplaires"*. Dans une lettre adressée à M. Grosdidier, le SNPM a prévenu que ces fonctionnaires ne sauraient *"se retrouver au banc des accusés pour avoir fait leur travail"*.

Ce qui s'est passé le 20 janvier à Woippy est grave, et les commentaires que cela a suscité peut-être autant. D'abord par leur rareté. Après une série de brèves, nous n'avons vu paraître aucun reportage et aucune enquête un peu approfondis. Ensuite par leur euphémisation des choses. Un jeune est mort, deux autres sont dans le coma et « le pronostic vital est engagé », disent les médecins. Outre des destructions et dégradations, des centaines d'habitants ont conspué et caillassé des centaines de policiers. Et pourtant les médias publient des titres parlant pudiquement de « tensions » ou d'« incidents ». Enfin, en recherchant des commentaires sur le moteur de recherche Google.fr, nous avons été frappés par le fait que, sur certains des sites les mieux référencés, s'exprime ouvertement de la xénophobie, pour ne pas dire du racisme. N'y a-t-il donc aucune leçon à tirer de Woippy hormis la virulence des propos xénophobes en période de débat sur « l'identité nationale » ?

Certes, hormis les habitants de la région et ceux qui suivent l'actualité économique en temps de crise (marquée en Moselle par des vagues de licenciements et de fermetures d'usines qui s'ajoutent, par ailleurs, à la fermeture des casernes militaires par l'Etat), peu de gens avaient sans doute entendu parler de Woippy avant ce mois de janvier 2010. Certes encore, vu de Paris il ne s'agit que d'une toute petite ville de Moselle et d'une toute petite émeute (une nuit seulement). Certes toujours, il ne s'agit pas d'une « bavure policière » (sur le mode du « pare-choquage » intentionnel) qui pourrait faire scandale. Certes enfin, ce n'est pas la première émeute locale depuis 2005, ni la dernière (on peut hélas le prédire). Pourtant, ce qui vient de se passer pose, ici comme ailleurs, des questions de fond à la société française. Nous insisterons sur deux d'entre elles : 1) la ghettoïsation persistante de certains territoires, 2) les façons de gérer localement cette ghettoïsation, en particulier de faire la police et, en l'occurrence, d'employer la police municipale.

Chronique d'une dérive sécuritaire ¹.

¹ Nous tirons nos informations et nos analyses d'une recherche documentaire aussi poussée que possible et d'une série d'entretiens téléphoniques de 30 minutes à 2 heures (pour des raisons familiales, nous n'avons pas pu nous rendre sur les lieux) réalisés entre le 24 et le 27 janvier avec des personnes travaillant auprès des habitants de Woippy, permettant ainsi d'aller au-delà des discours officiels des représentants des institutions, qui sont souvent les seules sources des journalistes). Signe des tensions qui régnaient après l'émeute, mais aussi du malaise qui semble assez général dans le contexte politique et administratif local, et enfin en raison de ce qu'ils appellent la « personnalité autoritariste » du maire, une partie de ces intervenants n'ont pas voulu nommer ne serait-ce que leur structure, craignant d'être reconnus et de subir les représailles administratives ou financières de la municipalité. Les entretiens sont donc anonymisés au maximum et nous avons par ailleurs fait relire notre texte à l'ensemble des interviewés. Enfin, nous remercions Véronique Le Goaziou, Virginie Malochet et Laurent Opsomer pour leur relecture.

Processus de ghettoïisation

Peuplée d'environ 13 500 habitants, Woippy est une petite ville qui jouxte Metz. Son développement est lié au relogement d'une partie de la population de Metz (ville de garnison largement détruite pendant la Deuxième Guerre mondiale), à l'histoire industrielle (sidérurgie, métallurgie) ainsi qu'à celle de la SNCF². Les quartiers du Roi et de Saint-Eloy sont construits pour l'essentiel dans la première moitié des années 1960, le quartier Boileau-Pré Génie dans la décennie suivante. Ici comme ailleurs, les principaux quartiers HLM sont coupés du centre-ville « historique » par une voie de chemin de fer et une grande artère routière. Certes, les rénovations du bâti et les aménagements de voirie (ronds-points, passerelles, etc.) permis par les budgets de la politique de la ville ces dernières années (Plan Borloo depuis 2003) ont transformé physiquement une partie de la ville et de ses quartiers. Toutefois, cet intervenant note que « *les gens des quartiers en sortent un peu plus facilement mais les autres n'y viennent toujours pas et ce qui vient de se passer ne va évidemment pas arranger les choses...* ». Et il précise : « *les immeubles ont été transformés, mais à l'intérieur des murs les gens ont toujours les mêmes difficultés, certains sont vraiment désespérés, vieux ou jeunes* ». Un autre ajoute : « *des jeunes rêvent de partir ailleurs, à l'étranger, pas au bled mais par exemple aux USA depuis l'élection d'Obama* ».

De fait, prenons la mesure des difficultés socio-économiques. Avec (parmi les personnes de plus de 15 ans) 19 % d'employés, 23 % d'ouvriers, 25,5 % d'inactifs autres que les retraités, une partie des retraités et une majorité des enfants relevant des catégories socioprofessionnelles employés et ouvriers, ce sont au moins les 3/4 des habitants de Woippy qui appartiennent aux milieux populaires. Parlons même pour une partie d'entre eux des franges les plus précarisées des milieux populaires, avec un taux de chômage sur l'ensemble de la ville de plus de 20 % (qui monte à près de 40 % chez les jeunes de moins de 25 ans) et une partie importante de ces familles vivant à la limite du seuil de pauvreté³. Sans surprise, cette population habite dans des logements sociaux. Elle est aussi constituée de beaucoup de familles d'origine immigrée dont les pères ont été appelés pour travailler dans les usines. Et cette population de Woippy est également plus jeune qu'ailleurs du fait d'une proportion de

² Outre les travaux universitaires d'histoire économique et politique de la région messine, le site d'un historien amateur local est particulièrement riche : www.raconte-moi-woippy.net

³ Les données INSEE sur la commune sont extraites du recensement de la population en 2006. La fiche détaillée (données démographiques, économiques et sociales) est consultable à cette adresse : www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES%5CDL%5CDEP%5C57%5CCOM%5CDL_COM57751.pdf A partir des données du recensement 2006, nous avons procédé à quelques calculs supplémentaires présentés en annexe. Sur ce paragraphe, on consultera les tableaux 1 et 2.

familles nombreuses plus importante que dans les milieux sociaux plus aisés. Enfin, donnée fondamentale, cette jeunesse connaît un niveau d'échec scolaire très important ⁴.

Depuis un an et demi, la crise n'a rien arrangé. Elle a au contraire touché de plein fouet l'industrie et les secteurs des services aux entreprises. Le taux de chômage s'est envolé dans la région en 2008 et 2009 ⁵, tout particulièrement chez les jeunes de moins de 25 ans, comme toujours. Beaucoup d'entre eux, qui travaillent notamment dans ces entreprises de services aux entreprises, étaient employés en CDD, en intérim ou à temps partiel. Et le tableau est bien plus sombre encore lorsque l'on se tourne non plus vers l'ensemble de la ville mais vers sa « zone urbaine sensible » (ZUS).

Woippy contient en effet une ZUS (« Pré génie, Saint Eloy ») qui, avec plus de 6 500 habitants, abrite en réalité la moitié de la population de la ville, ce qui est déjà énorme. A quoi s'ajoute le bon millier d'habitants du quartier HLM du Roi (d'où étaient originaires deux des trois jeunes accidentés), ancienne citée habitée par les cheminots qui travaillaient dans la plus grande gare de triage d'Europe, avant que la SNCF ne se retire progressivement et, avec elle, tout le maillage d'actions socioculturelles qu'elle y entretenait. La situation sociale y est aujourd'hui à peu près comparable à celle du Pré génie-Saint Eloy.

Cette population de la ZUS est jeune (environ 40 % a moins de 25 ans) et souvent issue de familles d'origine étrangère. Ceux que l'on appelle (pour combien de générations encore ?) les « jeunes issus de l'immigration » sont donc très nombreux. Tous les indicateurs de fragilité sociale sont concentrés dans la ZUS ⁶ :

- le taux chômage : environ 30 % en moyenne générale, soit beaucoup plus pour les jeunes et en particulier les jeunes de milieux populaires peu ou pas diplômés.
- les indicateurs de pauvreté : 60 % des foyers fiscaux ne sont pas imposables ; le revenu net imposable moyen de ces foyers non imposés est de 8 500 euros annuels, soit 710 euros par mois (c'est 4 fois moins que la moyenne nationale) ; près d'un cinquième de la population bénéficie de la couverture maladie universelle (CMU).
- la faiblesse du niveau scolaire : près de la moitié des habitants n'a aucun diplôme.

Dans ce contexte, certaines formes de délinquance (notamment juvénile) et d'« incivilités » sont logiquement endémiques et contribuent à entretenir « une image de marque très négative qui dépasse largement les limites de l'agglomération », pour citer la Convention de la rénovation urbaine de Woippy/Metz-nord signée en décembre 2005 ⁷.

⁴ Nous avons calculé que, chez les jeunes de moins de 25 ans, 37 % n'a aucun diplôme ou un simple brevet des collèges, 31 % a un CAP ou un BEP, 14 % un Bac technologique, 8 % un Bac général et 10 % un diplôme universitaire (voir annexe statistique le tableau 3).

⁵ www.insee.fr/fr/regions/lor

⁶ Le système d'information géographique de la politique de la ville présente les données officielles sur cette ZUS à cette adresse : <http://sig.ville.gouv.fr/recherche-territoire?searchText=woippy&x=0&y=0>

⁷ http://www.anru.fr/IMG/pdf/057_Woippy-Metz_Pre-Genie_083_20-12-2005_nc.pdf (cité ici page 6).

Deux ans plus tard, le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) de Woippy (signé en décembre 2007) s'interroge sur les conséquences psychologiques collectives de cette situation économique et sociale catastrophique :

« De ce fait, les enfants et les adolescents évoluent dans des contextes d'extrêmes difficultés cumulées dont ils sont conscients dès le plus jeune âge. Il en va de même pour les enfants qui, de leur naissance à la veille de leur entrée dans l'âge adulte, n'ont eu de possibilité d'apprécier la valeur de la loi qu'au regard des transgressions et des éventuelles sanctions. Beaucoup de ces enfants grandissent et ne connaissent que le chômage à l'échelle de la famille et du quartier sous forme d'un mal endémique avec les détresses et dérives inhérentes à ces situations surconcentrées dans des périmètres réduits. Ils n'ont ainsi que cette vision d'une société qui les relèguerait socialement et géographiquement. Ils n'ont souvent qu'une vision déformée du monde et de la société française par leur environnement immédiat, monolithique, reclus dans une sorte d'extranéité générale par rapport au reste de la société »⁸.

Bref : tout indique que « la ville de Woippy est en total décrochage par rapport au reste de l'agglomération »⁹, la moitié de sa population (la ZUS) étant elle-même en décrochage par rapport au reste de la ville. Et tout cela alors même que « Woippy est située dans le bassin d'emploi de Lorraine le plus dynamique au plan économique, avec le taux de chômage de la population active le plus faible »¹⁰. Nous sommes bien ici en pleine ghettoïsation, dans sa double dimension matérielle (la marginalisation sociale, parfois tout simplement la misère¹¹) et psychologique (la vision du monde structurée par des sentiments d'injustice, d'humiliation et d'abandon). Toutes choses que les travaux des sociologues ont clairement mises en évidence ces dernières années¹². Mais de cela il n'a quasiment pas été question dans les commentaires médiatiques et politiques¹³. Ce qui nous amène sur les terrains politique et policier.

⁸ <http://sig.ville.gouv.fr/documents/cucs/CS4106.pdf> (cité ici page 7).

⁹ Ibid., p. 5.

¹⁰ Ibid., p. 7.

¹¹ Citons aussi, entre autres indicateurs, le nombre record de familles inscrites cet hiver au centre des Restos du Cœur de Metz-nord-Woippy (*Le Républicain Lorrain*, 24 janvier 2010).

¹² Voir la petite bibliographie à la fin de ce texte.

¹³ A ce propos, il est tout de même étonnant de voir une Secrétaire d'Etat chargée de la politique de la Ville (Mme Amara) s'empresse de déclarer que « la police a fait son travail, elle patrouille comme partout ailleurs » sans rien connaître de l'affaire, au lieu d'en profiter pour rappeler ce qu'elle doit parfaitement connaître de par sa fonction, à savoir cette situation économique, sociale et psychologique des habitants des quartiers populaires de Woippy (« Drame de Woippy: Fadela Amara défend la police, état stationnaire pour les deux jeunes blessés », AFP, 22 janvier 2010).

Illustration d'une dérive sécuritaire : la confusion des polices

Disons-le d'emblée afin que notre propos ne soit pas déformé : il ne s'agit pas ici de « défendre les jeunes » ni « d'attaquer la police » et, en l'espèce, les policiers municipaux. Il s'agit de questionner les conséquences d'une confusion des rôles et des missions qui nous semble nuire à tout le monde, y compris aux policiers. En l'espèce, il s'agit de l'emploi d'une police municipale dans des missions de « sécurisation » qui ne sont pas les siennes, à l'initiative d'un maire converti à l'idéologie sécuritaire.

Le député-maire de Woippy est François Grosdidier, membre de l'UMP après avoir été un cadre important du RPR. Il a gagné la ville aux élections municipales de 2001, notamment sur les thèmes sécuritaires (sur le thème classique de la dénonciation d'une « zone de non-droit »)¹⁴. En 2005, durant les émeutes, il s'était singularisé par l'action en justice qu'il avait entamée (avec le soutien de quelques 200 députés et sénateurs) contre des groupes de Rap. Il fut débouté par le tribunal correctionnel de Melun quelques mois plus tard. De même que n'avait pas été votée la proposition de loi s'appuyant sur les mêmes chansons de Rap et visant à instaurer un délit d'« atteinte à la dignité de la France et de l'Etat », puni de 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende. Cette proposition fut déposée par les députés Daniel Mach et Jean-Paul Garraud en septembre 2005¹⁵, et reprise par F. Grosdidier en avril 2006¹⁶. Dans la même lignée, F. Grosdidier provoqua des échanges houleux le 30 novembre 2005 à l'Assemblée nationale en posant au ministre de la Justice une question polémique sur les mariages blancs et l'acquisition des titres de séjour par les étrangers¹⁷. Il semble en tous cas

¹⁴ En 2008, il est réélu au 1^{er} tour avec 52,8 % des suffrages exprimés. Ces deux victoires cachent cependant une position sans doute toujours délicate pour F. Grosdidier en raison de la conjugaison d'une faiblesse récurrente de la participation électorale (aux européennes de 2009, le taux d'abstention atteint 71 % contre 59,5 % en moyenne nationale), du poids de l'extrême droite (J.-M. Le Pen avait obtenu 26 % au premier tour des présidentielles de 2002 à Woippy, et encore 15 % en 2007) et désormais aussi de l'hostilité à N. Sarkozy (qui n'avait réalisé ici que 46 % des voix au second tour de la présidentielle de 2007). Ajoutons que la plupart des personnes que nous avons interviewées ont pointé la présence d'élus aux positions proches de l'extrême droite dans sa majorité municipale.

¹⁵ www.assemblee-nationale.fr/12/propositions/pion2532.asp. Daniel Mach est député UMP des Pyrénées-Orientales. Il est également l'auteur ou le coauteur de propositions de loi concernant notamment l'immigration clandestine, les « mariages de complaisance », le « respect des symboles républicains lors des cérémonies de mariage », « la possibilité aux maires d'être informés de l'installation sur leur commune d'un condamné pour viol », l'établissement d'une « journée nationale d'hommage aux victimes des régimes communistes », « l'attribution de la carte du combattant pour les militaires ayant quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 », la « suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune » (www.assemblee-nationale.fr/13/tribun/fiches_id/267224.asp). Jean-Paul Garraud est député UMP de la Gironde. Il est également l'auteur ou le coauteur de propositions de loi concernant notamment l'immigration clandestine, la sécurité, la viticulture et l'impôt sur la fortune (www.assemblee-nationale.fr/13/tribun/fiches_id/267424.asp).

¹⁶ <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/20060428.OBS5849/?xtmc=grosdidier&xtcr=2>

¹⁷ www.assemblee-nationale.net/12/cra/2005-2006/084.asp

être un des « hommes qui montent » dans l'entourage de Nicolas Sarkozy. Secrétaire départemental de l'UMP pour la Moselle, puis président de l'association des maires de Moselle, il préside aussi l'association « Valeur écologie », le *think tank* écologiste de l'UMP.

Adeptes du franc-parler et pourfendeur de « la République des tabous » (notamment sur la religion et l'écologie), M. Grosdidier déclare sur son site : « j'ai rétabli l'ordre républicain (23 policiers municipaux et 60 caméras de vidéosurveillance pour 14 000 habitants) »¹⁸. Après l'émeute, le maire a écrit une lettre à tous les habitants de sa commune, déclarant :

« Le drame de la nuit du 19 au 20 est celui d'un accident de circulation causé par l'imprudence et non pas par l'action de la police municipale. Les actes de vandalisme de la nuit suivante ne sont pas un hommage aux victimes mais l'exploitation par ceux qui voudraient que Woippy redevienne une zone de non-droit où les délinquants et les trafiquants pourront à nouveau prospérer. [...] **C'est une exploitation d'un drame par des délinquants** qui depuis 9 ans cherchent sans la trouver la première occasion de mettre en cause la police municipale pour qu'elle quitte le quartier. **Ils veulent que Woippy redevienne la zone de non-droit d'avant avril 2001.** [...] La police municipale, en coopération avec la police nationale, fait un travail extraordinaire. Des progrès ont été faits tous les ans depuis 2001. En 2009 encore, la délinquance a reculé de 20 % »¹⁹.

C'est donc un discours d'auto-défense, peut-être un peu paniqué, dont on perçoit aisément la dimension politique. On note au passage que, si la délinquance baissait réellement au rythme de 20 % par an, il est clair qu'il n'y aurait bientôt plus du tout de délinquance à Woippy... Mais ce discours d'auto-défense a sans doute surtout pour fonction de refuser de mettre en question la singularité d'une politique et d'une ville où la police municipale a reçu pour mission de « sécuriser la ville » et peut donc se retrouver à entamer une poursuite en 4x4 avec gyrophare et sirène à 1h30 du matin derrière 3 jeunes roulant sans casque sur un scooter et zigzagant dans des rues désertes un mardi soir²⁰.

En effet, cette confusion des genres est manifeste à Woippy. Symboliquement, le maire a du reste voulu réunir police nationale et police municipale dans un même bâtiment : la « Maison des polices » que Dominique de Villepin, alors Premier ministre, était venu inaugurer le lundi 20 septembre 2004. Le coût aurait été de plus de 2 millions d'euros, financés à 80 % par la ville (*Le Monde*, 22 septembre 2004). Et, symboliquement, cette

¹⁸ www.fgrosdiddier.fr

¹⁹ « Lettre de François Grosdidier » publiée à la Une du site de la mairie de Woippy : www.mairie-woippy.fr/site/index.php (les caractères gras sont soulignés dans le texte), consultée le 23 janvier 2010.

²⁰ La quasi-totalité des commentaires des journalistes ont relayé les communiqués institutionnels précisant que le scooter était volé et que les jeunes étaient « défavorablement connus des services de police ». Dans la bataille de la communication, cela s'appelle déconsidérer l'ennemi. On rappellera pourtant qu'au moment de la nuit où ils ont entamé la course-poursuite, les policiers municipaux ne pouvaient pas savoir tout cela. Ils ont donc poursuivi des jeunes qui roulaient simplement sans casque.

« maison des polices » n'est pas située au centre de la ville mais à sa périphérie, en bordure de la ZUS, face au quartier le plus difficile (St Eloy). Ensuite, Woippy est l'une des 11 villes de France à s'être saisie du décret du 22 septembre 2008 autorisant leurs policiers municipaux à s'équiper de pistolets à impulsion électrique (*Taser*). Décret que le Conseil d'Etat a toutefois annulé le 2 septembre 2009 en considérant notamment qu'il ne prévoyait ni « formation spécifique », ni « procédures d'évaluation et de contrôle périodiques » de l'usage de ces armes très dangereuses par les policiers municipaux²¹. Qu'à cela ne tienne, en septembre 2008 la ville avait signé avec la préfecture une « Convention de coordination de la Police Nationale et de la Police Municipale » qui prévoit que les policiers municipaux sont équipés par la ville non seulement « d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes » ainsi que de matraques de type « bâton de défense » ou « tonfa », mais aussi de *Flash Ball*²². Les personnes que nous avons interviewées témoignent aussi du fait qu'ils ont vu à maintes reprises des policiers municipaux équipés de gilets pare-balles. C'est ce surarmement que le maire présentait du reste fièrement en février 2009 dans une interview sur « sa » police, accompagnée d'un « reportage » (en réalité de type publicitaire et militant) pour le magazine *Cibles* « Le n°1 des revues d'armes et de tir ». Il y parlait longuement des armes, de la « complémentarité » du *Flash-Ball* et du *Taser*, et de ses policiers municipaux qui « opèrent le soir et la nuit dans des conditions proches de celles des BAC »²³. On ne saurait être plus clair.

La panoplie est donc complète et les policiers municipaux peuvent jouer à la « chasse au délinquant » comme les nationaux, davantage même semble-t-il. Les habitants des quartiers populaires de Woippy les appellent ainsi les « cow-boys »²⁴, exactement comme d'autres le font ailleurs des policiers nationaux²⁵. Le mimétisme est très fort. Globalement dénués de

²¹ Voir l'article de C. Le Prince : www.rue89.com/2009/09/02/la-liste-des-onze-villes-qui-vont-devoir-se-passer-de-taser, la décision du Conseil d'Etat : www.conseil-etat.fr/cde/node.php?articleid=1787 et le commentaire de C. Daadouch : <http://blog.claris.org> (22 octobre 2009).

²² www.moselle.pref.gouv.fr/bulletin_officiel/2008_13_sp.pdf

²³ *Cibles*, 2009, n°2, pp. 80-83.

²⁴ Les témoignages recueillis par certains journalistes (notamment N. Bastuck et L. Bronner, *Le Monde*, 22 janvier 2010) nous ont été confirmés par tous les interviewés sans exception. Extraits : « pour eux [les habitants de la ZUS], la police municipale c'est la police du maire et des habitants du centre-ville qui a été créée contre les habitants de la ZUS » ; « Cette police municipale est mal perçue de la part de toute la population, pas que les jeunes. Il y a beaucoup de contrôles. Beaucoup de maladresse. Un manque de savoir-faire en prévention. [...] Les policiers ils tournent, mais pas à pieds, en véhicules. J'ai connu une police municipale qui parlait aux gens, qui connaissait les gens, on en est plus là. Je dis pas que la police doit copiner avec la population, mais il faut du dialogue. Depuis quelques années, la population n'est pas rassurée de voir cette police qui tourne et qui peut contrôler n'importe qui ». « Il n'y a aucun dialogue entre policiers et jeunes. Ca se passe à peu près bien avec 2 policiers municipaux [il y en a 23 au total]. Le mot de tout le monde c'est « ce sont des cow-boys » et ont été habillés comme ça. Le but c'est de montrer qu'on est fort, qu'on va en imposer. Le cow-boy, il descend pas de son cheval pour parler aux gens ».

²⁵ Certains habitants de Woippy disent même avoir de meilleures relations avec les policiers nationaux qu'avec les municipaux (K. Grethen, *Le Républicain lorrain*, 24 janvier 2010).

pouvoirs de police judiciaire autonomes, ils se comportent néanmoins ici non seulement comme leurs auxiliaires directs mais même comme leurs égaux dans les missions répressives, utilisant les marges de manœuvre et d'interprétation que les textes laissent subsister²⁶. Et ils sont donc logiquement amenés à faire les mêmes erreurs que celles qui ont valu aux policiers nationaux de déclencher tant d'émeutes depuis Vaulx-en-Velin en octobre 1990 : se lancer à la poursuite de jeunes roulant sans casque en scooter, au risque de provoquer un accident beaucoup plus grave. C'est un ancien Commissaire principal de la Police Nationale, Georges Moréas, qui l'écrit :

« Non par esprit polémique, mais pour tenter de répondre à une sempiternelle question que se posent policiers et gendarmes : faut-il se lancer à la poursuite d'un véhicule dont le conducteur a commis une infraction ? La réponse est nette. **C'est non**. Trop de risques. Aux Etats-Unis, on n'a pas ce genre d'interrogation, mais en France, les consignes sont d'éviter les courses-poursuites, les conséquences pouvant être disproportionnées par rapport à l'infraction commise. Un vieux principe, que l'on doit encore (je l'espère) enseigner dans les écoles de police : le trouble causé par une intervention sur la voie publique ne doit pas être supérieur au trouble qu'il est supposé faire cesser. »²⁷

La police municipale sera-t-elle une véritable police de proximité ou un auxiliaire singeant la police nationale ?

Cette situation de confusion des genres à Woippy est bien d'abord et fondamentalement le résultat d'une volonté politique locale, et non des policiers concernés (qui peuvent bien entendu ensuite l'entretenir voire la renforcer dans leurs décisions quotidiennes). Au demeurant, selon la municipalité et deux des personnes que nous avons interviewées (qui connaissent bien tous les protagonistes), l'équipe de policiers municipaux engagée dans cette poursuite était la moins agressive et la plus ouverte au dialogue avec les jeunes. Le problème n'est donc pas d'abord dans la personne du policier, mais bien dans sa doctrine d'emploi qui détermine la nature de son travail de police.

²⁶ Au terme de l'article 21 du Code de procédure pénale, un policier municipal est un « agent de police judiciaire adjoint ». Il peut constater les infractions à la loi pénale et recueillir les renseignements en vue d'en découvrir les auteurs mais ne peut procéder seul à un contrôle d'identité (ni placer des personnes en garde à vue). La loi du 15 avril 1999 a cependant autorisé des « relevés d'identité » en matière d'infractions à des arrêtés municipaux et au Code de la route. Quant aux interpellations, les policiers municipaux peuvent en réalité en faire à tout moment sur le fondement de l'article 73 du Code de procédure pénale autorisant n'importe quel citoyen témoin d'un crime ou d'un délit à intervenir pour retenir l'auteur et le remettre à un officier de police judiciaire. Et la circulaire du ministère de l'Intérieur du 26 mai 2003 (INT D0300058C) écrit que « cette possibilité offerte à tout citoyen devient une impérieuse nécessité pour les agents de police municipale, qui sont des acteurs à part entière de la sécurité publique » (page 4).

²⁷ <http://moreas.blog.lemonde.fr/2010/01/21/la-police-peut-elle-se-lancer-dans-une-course-poursuite>

Comme le dit aussi notre collègue S. Roché, « si on avait une police de proximité capable de reconnaître les jeunes sur le deux-roues, ce ne serait pas la peine de leur courir après. Les policiers sauraient où les trouver pour les verbaliser si nécessaire. Est-ce qu'on peut faire courir le risque de décès à quelqu'un qui a commis une infraction mineure ? Quand on poursuit des personnes qui n'ont pas de casque, on ne limite pas les risques d'avoir un accident. Le policier a le devoir d'apprécier la situation. Mais cela nécessite qu'il soit formé dans cet esprit » (*France soir*, 22 janvier 2010).

Il faut ici rappeler à F. Grosdidier les propos qu'avaient tenus Dominique de Villepin lorsqu'il était venu inaugurer la fameuse « maison des polices » en 2004 :

« La Police Municipale doit davantage mettre en valeur ce qui fait sa spécificité : 1) un profond souci de proximité avec les administrés; 2) une vigilance particulière pour maintenir la tranquillité publique ; 3) une vraie dimension sociale : l'action des polices municipales doit resserrer le tissu social, renforcer la cohésion et la solidarité »²⁸.

On mesure ici la distance qui sépare cette doctrine d'emploi de celle qu'a insufflée le maire de Woippy. A l'heure où le Parlement s'apprête une nouvelle fois à discuter et voter une loi de programmation sur la sécurité, et où certains s'interrogent sur un nouvel accroissement des compétences et des pouvoirs des policiers municipaux²⁹, ne faut-il pas tirer cette leçon de Woippy ? Le moment est important. Actuellement « le modèle d'une police de relation, d'une police proche de la population, sur lequel s'appuyait les policiers municipaux pour légitimer leur spécificité par rapport aux forces de sécurité de l'État, se fissure », conclut T. Le Goff (2009, 69) à l'issue de son enquête sur les polices municipales en Île-de-France. Si elle ne veut pas demeurer ou devenir une sorte d'auxiliaire toujours un peu aigrie et envieuse de la police nationale ou de la gendarmerie, la police municipale doit trouver une doctrine d'emploi qui lui soit propre. Et, dans l'intérêt primordial de la population comme des policiers (et non du maire, quel qu'il soit), les travaux de sociologie de la police nous semblent conclure très nettement que cette doctrine d'emploi ne peut être que la proximité.

²⁸ www.interieur.gouv.fr/sections/le_ministre/interventions/villepin/20-09-2004-woippy/view

²⁹ Le gouvernement prévoit en effet de conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux directeurs des services de police municipale. Voir notamment « Police municipale : l'élargissement des compétences se poursuit », *La Gazette des communes*, 8 février 2010, p. 26-27.

Là où mène le fait de croire que « la répression est la meilleure des préventions »³⁰

Insistons enfin sur le fait que cette doctrine d'emploi de proximité coûterait beaucoup moins cher aux citoyens que le surarmement que l'on a décrit. Tout comme la vidéosurveillance, non seulement il déplace les problèmes sans les résoudre, mais il pèse très lourdement sur les finances des municipalités (la commune de Woippy est aujourd'hui très fortement endettée³¹) et empêche dès lors fatalement de développer les actions de prévention et d'éducation. Les personnes interviewées et qui interviennent quotidiennement auprès des habitants de Woippy l'ont toutes pointé : l'action éducative et de prévention à Woippy est gravement précarisée. La municipalité s'est saisie des fonds de l'Etat en matière de la politique de la ville pour la rénovation du bâti et, plus récemment, pour « l'école de la deuxième chance ». Mais elle ne finance pas grand-chose sur ses fonds propres, sinon de l'animation qui vise occuper les jeunes le temps où elle dure³². En revanche, les travailleurs sociaux et les associations à visée socio-éducative sont soumis à une très forte pression, surtout depuis la loi dite prévention de la délinquance de mars 2007 (qui renforce les pouvoirs du maire), pour transmettre aux services de la municipalité des informations personnelles jugées utiles par ces services à la prise en charge sur les jeunes et leurs familles. Cette tension a été à son comble au cours de l'année 2009, le maire ayant décidé de « couper les vivres » au club de prévention spécialisé, et ce contre l'avis du Conseil général (principal financeur)³³. Et cette tension a été ravivée par l'actualité lors des dernières discussions entre le maire et les services compétents du Conseil général³⁴.

Au final, on voit bien qu'on est là dans une politique du contrôle, dans une sorte de surveillance et de maintien de l'ordre généralisés, dans une gestion plutôt autoritariste et

³⁰ Cette petite phrase fut martelée par Nicolas Sarkozy, à l'époque ministre de l'Intérieur, lors des débats accompagnant le vote de la loi du 5 mars 2007 dite « prévention de la délinquance ». Les personnes que nous avons interviewées indiquent que F. Grosdidier l'a plusieurs fois reprise à son compte localement.

³¹ Pour financer notamment cet investissement sécuritaire, la ville s'est endettée de façon considérable. Entre 2003 et 2008, l'endettement de la commune a plus que triplé et le niveau d'endettement par habitant est presque le triple de la moyenne des villes de taille équivalente (voir l'annexe statistique, tableau 4 et graphique 1).

³² « La demande de la municipalité aux travailleurs sociaux et aux associations c'est d'être là aux 'bonnes heures', surtout le soir, et d'occuper les gens. On crée de l'animation mais y'a pas de relation, les animateurs embauchés pour l'occasion ne connaissent presque pas les jeunes, y'a pas de projet, on est dans l'occupationnel », dit ce travailleur social.

³³ « Woippy. Une pluie de subventions », *Le Républicain Lorrain*, 2 mai 2009.

³⁴ « Face à face tendu entre le maire et l'éducateur », *Le Républicain Lorrain*, 27 janvier 2010.

parfois paternaliste de la « paix sociale »³⁵, mais pas dans la prévention, pas dans l'aide, pas dans le dialogue et encore moins dans l'éducation. Que cela ait quelques résultats en matière de délinquance, les acteurs interrogés en conviennent : « *dans certains cas c'est comme les radars sur la route, les contrôles et les intimidations permanents empêchent certains jeunes de faire trop de bêtises* » dit l'un d'eux, « *on voit beaucoup moins les dealers* » dit un autre. Et tous estiment par ailleurs que la présence policière est importante, mais réclament une autre façon d'utiliser la police municipale. Au demeurant, quand on a davantage « occupé le terrain », a-t-on réglé en quoi que ce soit le fond des problèmes ? La délinquance est-elle d'ailleurs le principal problème pour les habitants des quartiers pauvres ? Comme le dit cette intervenante, qui travaille à Woippy depuis de très nombreuses années : « *c'est vrai qu'il y a de la délinquance, c'est évident et les habitants s'en plaignent. Mais dans ce qu'ils racontent, l'insécurité pour eux c'est surtout l'absence d'avenir* ». Le futur n'existe pas et le présent est lourd de l'image désastreuse du quartier. Un autre des interviewés, très ancien dans le quartier lui aussi, nous dit du reste que c'est cette image qui, en fin de compte, pèse le plus lourdement sur l'état psychologique des habitants, avant même leurs difficultés socio-économiques : « *les gens sont devenus totalement fatalistes* ». Alors quand le maire déclare ou fait écrire que « *le quartier de Saint Eloy est le quartier le plus dangereux de toute l'agglomération messine* »³⁶, il est clair que cela n'aide pas. La fonction de ce discours est de justifier la politique sécuritaire qui caractérise la ville de Woippy depuis quelques années, au prix d'un endettement qui pèse sur l'ensemble de son fonctionnement, d'un repli sur soi d'une bonne moitié de la ville et de tensions accumulées qui ont explosé dans la colère de l'émeute. Dans ce contexte, on ne peut qu'espérer que ces événements récents permettent au moins une prise de conscience de l'impasse où conduit cette dérive sécuritaire.

*Laurent MUCCHIELLI,
Sociologue, directeur de recherches au CNRS*

³⁵ Le maire s'est saisi également de la disposition de la loi du 5 mars 2007 prévoyant la possibilité de créer un Conseil des droits et des devoirs des familles et d'y prononcer des rappels à la loi. L'installation de Conseil – une première en Lorraine – a été médiatisée par la venue de Nadine Morano, Secrétaire d'Etat chargée de la famille et dont F. Grosdidier est proche (B. Maillard, « Nadine Morano réunit le Conseil de famille à Woippy », *Le Républicain Lorrain*, 9 décembre 2008). Enfin, au cours de notre petite enquête, nous avons recueilli nombre d'informations sur la façon dont le maire gère la « question religieuse » (c'est-à-dire l'Islam) et comment, à travers elle, il s'efforce de fidéliser une partie de l'électorat des quartiers populaires de la ville. Mais ceci est un autre sujet dont l'examen en détail excéderait l'ambition de notre travail, bien que ce ne soit peut-être pas sans lien.

³⁶ *Cibles*, 2009, n°2, p. 82. Article mis en avant sur le site du maire : www.fgrosdiddier.fr/taser.php

Bibliographie

- BEAUD S., PIALOUX M., 2003, *Violences urbaines, violence sociale*, Paris, Fayard.
- KOKOREFF M., 2008, *Sociologie des émeutes*, Paris, Payot.
- LAGRANGE H., OBERTI M., dir., 2006, *Émeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Les Presses de Sciences-Po.
- LAPEYRONNIE D., 2008, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont.
- LE GOFF T., 2009, *Les polices municipales en Ile-de-France*, Paris, IAU Ile-de-France (http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_582/PM11juin09avecp30corrigeeOK.pdf)
- MALOCHET V., 2007, *Les policiers municipaux*, Paris, Presses Universitaires de France.
- MARLIERE E., 2008, *La France nous a lâchés ! Le sentiment d'injustice chez les jeunes des cités*, Paris, Fayard.
- MOHAMMED M., 2007, « Les voies de la colère: 'violences urbaines' ou révolte d'ordre politique ? L'exemple des Hautes-Noues à Villiers-sur-Marne », *Socio-logos*, 2, [En ligne], URL : <http://socio-logos.revues.org/document352.html>
- MOUHANNA C., 2008, « Police : de la proximité au maintien de l'ordre généralisé ? », in MUCCHIELLI L., dir., *La frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, p. 77-88.
- MOUHANNA C., 2009, « Quand M. Hortefeux programme la fin des UTEC de Mme Alliot-Marie », [En ligne], publié le 28 décembre 2009, URL : http://www.laurent-mucchielli.org/public/La_fin_des_UTEQ.pdf
- MUCCHIELLI L., LE GOAZIOU V., dir., 2007, *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2^{ème} éd.
- ROCHE S., 2005, *Police de proximité. Nos politiques de sécurité*, Paris, Le Seuil.
- VILLECHAISE A., 2000, *Amères banlieues. Les gens des grands ensembles*, Paris, Grasset.
- WACQUANT L., 2006, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte.
- WADDINGTON D., JOBARD F., KING M., eds., 2009, *Rioting in the UK and France. A comparative analysis*, London, Willan Publishing.

Annexe : données statistiques

Tableau 1 : population active de 15 ans ou plus par sexe, âge et type d'activité dans la commune de Woippy

	Actifs ayant un emploi	Chômeurs	Ensemble	Taux de chômage
Moins de 20 ans	195	109	304	36 %
20 à 24 ans	497	303	801	38 %
25 à 39 ans	1758	465	2223	21 %
40 à 54 ans	2028	318	2346	14 %
55 à 64 ans	344	55	399	14 %
65 ans ou plus	78	0	78	0 %
Ensemble	4901	1250	6151	20 %

Source : INSEE, recensement 2006, calcul de l'auteur (pourcentages arrondis à l'unité)

Tableau 2 : répartition de la population de 15 ou plus par catégories socioprofessionnelles

	Effectifs	%
Agriculteurs	1	0
Artisans commerçants	165	1,5
Cadres et professions supérieures	318	3
Professions intermédiaires	1 101	10
Employés	2 017	19
Ouvriers	2 390	23
Retraités	1 929	18
Autres inactifs	2 690	25,5
Total	10 612	100

Source : INSEE, recensement 2006

Tableau 3 : diplôme le plus élevé obtenu par les jeunes de moins de 25 ans non encore scolarisés dans la commune de Woippy

	effectifs	%
Aucun diplôme	272	29
Certificat d'études primaire, BEPC, brevet	79	8
CAP-BEP	296	31
Bac techno	130	14
Bac général	73	8
Diplôme universitaire	94	10
Ensemble	944	100

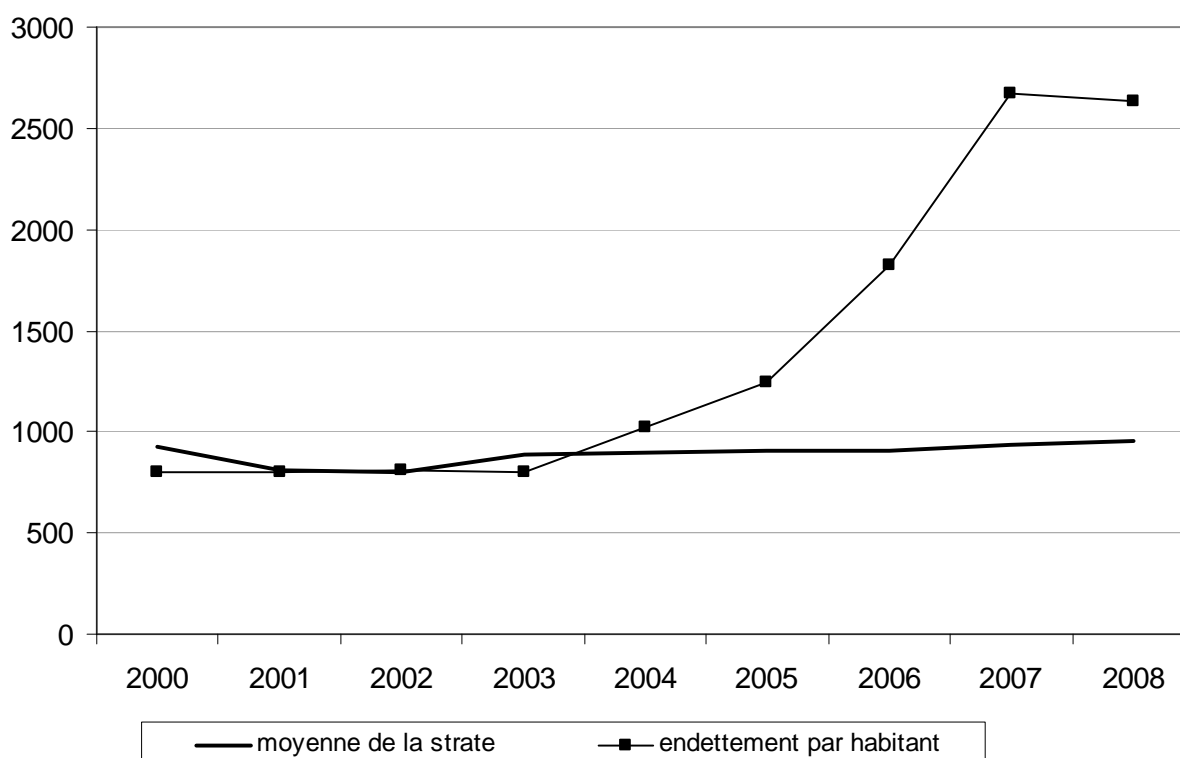
Source : INSEE, recensement 2006, calcul de l'auteur (pourcentages arrondis à l'unité)

Tableau 4 : évolution de l'endettement de la commune et de ses habitants (2000-2008)

	endettement total (en milliers d'euros)	endettement par habitant (en euros)	moyenne de la strate (en euros)
2000	11 130	803	927
2001	11 111	801	812
2002	11 126	812	799
2003	11 078	799	885
2004	14 204	1 024	895
2005	17 282	1 246	905
2006	25 313	1 825	906
2007	37 004	2 668	931
2008	36 531	2 634	951

Source : ministère de l'économie et des finances, portail « bercy colloc », « Les comptes des collectivités »
 Définition : la moyenne de la strate indique la moyenne d'endettement dans les villes de population équivalente

Graphique 1 : l'endettement par habitant à Woippy et dans les villes de taille équivalente (en euros)



Source : ministère de l'économie et des finances, portail « bercy colloc », « Les comptes des collectivités », série « Les comptes individuels des communes de 2000 à 2008 », calcul de l'auteur.